

SITUATION CRITIQUE  
DANS LES STATIONS

## La Savoie au régime sec



**Douches à gogo, neige de culture (comme ici aux Ménuires), piscines, saunas et jacuzzi... Les besoins en eau des stations sont énormes, mais deux hivers secs successifs ont montré la fragilité des réseaux.**

Les besoins en eau sont toujours plus élevés, mais les ressources restent limitées. À trois semaines des vacances de février, où l'afflux des touristes va doubler la démographie du département, le compte à rebours a commencé dans les communes et les stations concernées par les risques de pénurie d'eau. Les Trois Vallées, Les Arcs, Peisey / La Plagne, la Haute-Maurienne, Valloire, le plateau d'Albiez, etc. : les secteurs sensibles sont bien identifiés.

# La Savoie au régime sec



Douches à gogo, neige de culture (comme ici à Tignes), piscines, saunas et jacuzzi... Les besoins en eau des stations sont énormes, mais deux hivers secs successifs montrent la fragilité des réseaux.

## LE FAIT DU JOUR

Des besoins en eau toujours plus élevés, mais des ressources limitées. À trois semaines des vacances, le compte à rebours a commencé dans les communes et les stations concernées par les risques de pénurie.

Le ciel est cruel. Splendide ou timidement humide, mais tellement avare. La Savoie est à sec et le compte à rebours a commencé dans une cinquantaine de communes concernées par les risques de manque d'eau dès le premier week-end de février, début des vacances d'hiver. " Nous sommes sur le fil ", constate Alain Guilloud, responsable de la cellule eau potable à la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale). Aux premières loges pour mesurer les ressources à trois semaines du grand boom.

Dès mercredi matin, la préfecture de Savoie envoyait un courrier aux maires des communes sensibles pour leur demander un état de lieux afin d'anticiper une éventuelle crise si le temps s'obstine. " Nous sommes passés juste, juste l'hiver dernier, et les

pluies rares n'ont pas permis de reconstituer les réserves depuis ", résume Bernard Airenli, directeur départemental de la Sécurité civile. En cas de crise, c'est à lui que le préfet demanderait d'activer un plan de secours d'alimentation en eau, en liaison avec les services compétents. " Nous n'en sommes pas là, mais nous voulons disposer dès la semaine prochaine d'un bilan précis des besoins s'il faut s'organiser. " Ce rappel aux élus est très clair. Car c'est au maire ou au président du syndicat qu'incombe la responsabilité de pouvoir aux besoins de la population, même si la gestion du réseau d'eau est souvent déléguée à des compagnies privées. D'où la vigilance de la DDASS, qui veille à ce que le développement des stations n'aille pas plus vite que celui des réseaux. " À Saint-François-Longchamp, nous avons dû hagarer pour freiner l'appétit des promoteurs, "

cite Alain Guilloud. Il se souvient aussi de cet hiver de 1991 où quatre jours sans eau avaient mis les touristes des Saïas en ébullition et révélé la fragilité du réseau. Il s'agissait d'une erreur provoquée par un particulier qui avait provoqué une rupture de l'alimentation.

" Les habitants comprennent mieux des mesures de restriction. Mais quand un touriste paie un séjour déjà cher, il accepte très mal les interdictions, même si elles sont justifiées. " Et l'on a vu pendant la sécheresse de l'été 2003, la difficulté de contrôler les mesures d'interdiction. Les Trois Vallées, Les Arcs, Peisey/La Plagne, la Haute-Maurienne, Valloire, le plateau d'Albief... Les secteurs sensibles sont bien connus des services de la DDASS. " Et la mode des piscines intérieures, saunas, et

autres équipements très consommateurs risque d'accroître encore la tension dans des secteurs touristiques dont les ressources sont limitées. " Paradoxe d'un département bien arrosé naturellement, riche en barrages, mais dont les besoins ne sont pas toujours situés au

même endroit que l'offre. Surtout, le département fait le plein de touristes à la saison la plus avare en eau. Regroupez-vous si vous voulez à boire. C'est aussi le message qu'adresse Christian Mourembles aux com-

munes, lorsqu'il leur explique l'intérêt du schéma départemental d'alimentation en eau potable. Réalisé il y a deux ans, il vise à fournir un diagnostic complet de la situation des 245 communes ou syndicats distribuant de l'eau. Il porte sur la gestion des services, la qualité de l'eau elle-même et la sécurité des approvisionnements. " C'est une politique d'incitation, mais nous ne pouvons rien imposer, " explique-t-il, ajoutant que des subventions aident les communes rurales qui se regroupent au sein de syndicats. " C'est vrai, notre département a beaucoup d'eau natu-

## Plans de secours

Les communes concernées par un éventuel manque d'eau disposent d'un plan local de secours. Il repose sur une connaissance complète de leur réseau, avec un inventaire de toutes les interventions à réaliser en fonction des difficultés rencontrées : sécheresse, pollution, rupture de canalisation, etc.

Les mesures peuvent être d'éventuelles restrictions ou le recours à d'autres moyens de traitement (stations mobiles) et d'approvisionnement (camions-citernes). Les Jeux olympiques de 92 ont permis aux stations de Tarentaise de prendre la mesure des besoins en cas de crise. Heureusement, l'hiver était généreux en neige, et aucun incident notable n'a perturbé la fête.

Personne n'a même remarqué qu'une partie de l'eau distribuée à La Plagne provenait d'une des deux stations mobiles de traitement dont s'était doté le département.

## " Des conflits d'usage inévitables "

Aurons-nous encore assez d'eau en 2030 ? La question était posée lors d'un colloque organisé par Montagne à Chambéry en novembre 2003. Déjà aujourd'hui, la Savoie compte le plus grand nombre d'habitants quand il y a le moins d'eau disponible, rappelle l'hydrogéologue Gérard Nicoud, chargé du programme de la rencontre.

En 1980, seules 10 stations françaises étaient équipées de canons à neige, soit 19 hectares enneigés. Elles sont aujourd'hui 185 pour 2 300 ha. Pour Marcel Denarié, qui suit ce

et d'aménagement touristique de la montagne), " on va vers un triplement des surfaces actuelles. " En attendant, la neige de culture engouffré déjà 4 millions de mètres cubes chaque hiver en France. Il faut 400 à 500 litres d'eau pour produire un mètre cube de neige. Pendant ce temps, les habitants et les touristes prennent des douches, font la valiselle, utilisent les toilettes. Soit près de 150 à 200 litres par jour et par personne. A multiplier par les 700.000 habitants que peut compter le département pendant les vacances d'hiver.

une période où les ressources en eau sont les plus faibles. Les Alpes sont un château d'eau. Mais il est loin d'être inépuisable comme le colloque l'avait rappelé. " Qui a besoin d'eau ? A quel débit ? A quel moment de l'année ? Poser ces questions conduit à montrer que les besoins des uns et des autres se concurrencent souvent, et son rarement en adéquation avec les ressources disponibles. Des conflits d'usage sont inévitables, " prévenait Gérard Nicoud.

J. L.



Sur le glacier de Tignes, les canons comblent le manque de neige aux endroits les plus venteux.

Photo : Sylvain MÉRIS